

4



point de vue

AOÛT 2013

Retour sur terre:
transformation rurale durable

Cœuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté



Retour sur terre: transformation rurale durable

Suite à l'envolée des prix des produits alimentaires en 2007-2008, plusieurs dizaines de pays ont été frappés par des troubles civils, des émeutes et des violences. Ces événements sont la preuve flagrante que l'alimentation peut être un problème explosif ou, plus précisément, que l'insuffisance de denrées alimentaires à un prix abordable peut déstabiliser les communautés, les gouvernements, voire les pays. Du fait des répercussions liées à la sécurité, la sécurité alimentaire et l'agriculture ont pu être placées en tête des priorités internationales de développement.

Il convient toutefois de comprendre que l'enjeu n'est pas simplement d'accroître la production alimentaire pour une population mondiale qui dépassera les 9 milliards d'ici à 2050. Aujourd'hui, le problème de l'insécurité alimentaire est avant tout un problème d'accès. Le monde produit bien assez de nourriture pour nourrir toute sa population mais les systèmes alimentaires actuels ne sont pas viables et les modes traditionnels de développement ne sont pas parvenus à atteindre au moins un milliard de personnes qui, partant, continuent à vivre en situation d'extrême pauvreté.

Le monde d'aujourd'hui est plein de paradoxes, parfois grotesques – ainsi, 870 millions de personnes souffrent de la faim alors qu'un tiers de l'ensemble de la production alimentaire est perdu ou gaspillé. Nous nous émerveillons devant les taux de croissance des pays à revenu intermédiaire; pourtant, des dizaines de millions de personnes y vivent en situation d'extrême pauvreté. Près de 75% des personnes les plus pauvres du monde vivent en milieu rural et tirent principalement leurs moyens d'existence de l'agriculture, tout en produisant plus de 80% de la nourriture consommée en Afrique subsaharienne et en Asie. Et ils sont nombreux à être eux-mêmes des acheteurs nets de denrées alimentaires.

Dans un monde idéal, la demande accrue de produits alimentaires et la hausse des prix se traduiraient par une augmentation des salaires et de la prospérité pour les personnes qui font marcher les 500 millions de petites exploitations que compte notre planète. Au lieu de cela, du fait notamment du manque d'accès aux marchés et de l'insuffisance des infrastructures, les petits agriculteurs profitent rarement de la hausse des prix. Bien au contraire, ils en souffrent. L'édition 2012 de *l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde* révèle que, suite aux pertes de revenu et à la hausse des prix des produits alimentaires, "les consommateurs pauvres de nombreux pays ont dû réduire la qualité et la diversité des aliments

consommés, en se rabattant sur des aliments moins chers, mais aussi moins nutritifs”, ou réduire les dépenses allouées aux besoins élémentaires, tels que la santé et l’éducation.

Le monde s’urbanise de plus en plus, mais les villes continuent néanmoins d’être nourries par ceux qui travaillent la terre en milieu rural. Cependant, le fossé entre zones rurales et zones urbaines s’est creusé, créant une menace supplémentaire pour la stabilité. Étant donné le manque de ressources et d’accès aux marchés auquel sont confrontés de nombreux ruraux – en particulier les femmes, qui constituent près de la moitié des exploitants du monde en développement –, ces derniers sont peu incités à améliorer les rendements et la productivité. Vu que l’agriculture est perçue comme une activité épuisante et peu rentable, il n’est pas surprenant que les jeunes quittent les zones rurales en quête d’opportunités, venant congestionner des centres urbains déjà surpeuplés.

Or, les zones rurales changent. En effet, les rendements croissants de l’agriculture attirent les investissements et ouvrent de nouvelles perspectives. Nous devons faire en sorte que les zones rurales ne soient pas confrontées au seul changement mais également au développement, et que leurs populations soient au cœur de ce développement et en bénéficient. Les investissements doivent respecter les droits des populations locales et garantir leur accès à la terre et aux autres ressources.

Faute de développement rural, il ne sera possible ni d’assurer la sécurité alimentaire ni d’éradiquer la pauvreté à l’échelle mondiale. La communauté du développement prend de plus en plus conscience du fait que l’on ne pourra pas aller de l’avant tant que l’agriculture et les zones rurales continueront d’être perçues comme sous-développées et marginales. Dirigeants et décideurs des pays en développement doivent se rallier à cette transformation et à ce changement de mentalité.

Intégration, transformation, durabilité

Alors que le nombre de jours qui nous séparent de 2015 diminue et que le débat sur le programme de développement pour l’après-2015 s’intensifie, il s’agit non pas simplement de fixer une nouvelle série d’objectifs mais bien de proposer de nouveaux moyens transformateurs pour les atteindre.

L'idée de la transformation n'est pas nouvelle. Il y a presque quarante ans, la *Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition* affirmait qu' "éliminer les obstacles qui entravent la production alimentaire et fournir des encouragements suffisants aux producteurs agricoles" nécessiteraient des "mesures efficaces de transformation socioéconomique", notamment réforme des politiques, "réorganisation des structures rurales", "encouragement des coopératives de production et de consommation" et "mobilisation du plein potentiel des ressources humaines, pour les hommes comme pour les femmes" "en vue d'un développement rural intégré et de la participation des petits cultivateurs, pêcheurs et travailleurs sans terre".

La déclaration a été adoptée en 1974 par la Conférence mondiale de l'alimentation – conférence qui a donné l'élan initial à la création du FIDA. Ce type de transformations et d'actions intégrées visant à briser les chaînes non seulement des individus mais aussi des communautés correspond précisément à ce qui fait le FIDA. Le Fonds a joué un rôle de chef de file et a innové, en particulier grâce à son action en faveur des populations rurales et de leurs organisations. Pour le FIDA, l'autonomisation ne se résume pas à un simple mot. La force réside dans le nombre, et nous avons constaté que, lorsque les populations sont en mesure de s'organiser et de défendre leur cause, elles peuvent changer leurs conditions de vie.

Affirmer qu'il vaut mieux enseigner la pêche plutôt que donner du poisson à manger est un truisme du discours sur le développement. Mais un programme de développement durable et transformateur place la barre beaucoup plus haut, en appréhendant le contexte sous tous ses angles: quelles sont les populations qui pratiquent la pêche, de quelle façon s'y adonnent-elles et quels poissons capturent-elles? Cette approche permet à ces populations d'assurer la pêche du jour, mais aussi celle du lendemain et celle des milliers de jours à venir.

Illustrons ces propos par un exemple concret: au Mozambique, les pêcheurs de la région couverte par le Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala utilisaient des moustiquaires pour capturer le poisson, la taille minimale légale des mailles des filets de pêche étant trop large pour pouvoir capturer les espèces locales. Or, l'utilisation des moustiquaires entraînait dans le même temps la capture de nombreux poissons petits ou jeunes, menaçant ainsi leur capacité à se développer et à se reproduire, et mettant par conséquent en péril l'écosystème et la durabilité de cette ressource. Le projet a permis d'établir un dialogue avec le gouvernement, qui a conduit à la modification de la loi sur la taille des mailles de filets et, par la suite, à la suspension de l'utilisation des moustiquaires par les pêcheurs.

Cet exemple simple montre que le FIDA accorde toujours plus d'importance à la concertation sur les politiques et à son impact sur la reproduction à plus grande échelle et la durabilité. Comprendre les besoins des populations ainsi que les contraintes pesant sur leurs comportements et parvenir à faire changer une loi obligeant les populations pauvres à amoindrir leurs ressources de base peuvent paraître aisés. Ce n'est pourtant pas encore une pratique courante, et nombreuses sont les approches de développement du sommet à la base qui ont échoué. Au FIDA, c'est en grande partie pour cette raison que nous nous intéressons de près aux politiques, afin de garantir l'existence, à l'échelle nationale, des conditions préalables et des incitations indispensables pour que les populations rurales investissent davantage et plus efficacement dans la production agricole et les microentreprises.

Par transformation, nous ne faisons pas uniquement référence aux résultats obtenus mais aussi au contexte. Durabilité signifie transformation car il faut à la fois améliorer et prévenir – transformer le présent et ouvrir une porte sur un avenir meilleur et plus sûr.

Autrement dit, un changement est transformateur à condition qu'il perdure. Il y a vingt ans, les champs entourant le village de Batodi au Niger étaient pratiquement infertiles. En mettant à profit des initiatives locales, un projet appuyé par le FIDA a permis de collaborer avec les exploitants afin de rétablir et d'améliorer les techniques traditionnelles des poquets et des demi-lunes dans le but de recueillir et de conserver l'eau de pluie et de ruissellement sur les terres dégradées et, partant, de "reverdir" la zone. Aujourd'hui, la densité des arbres plantés sur les champs autour de Batodi est beaucoup plus élevée qu'il y a vingt ans. Le sol est plus fertile et les arbres fournissent le fourrage destiné au bétail. De toute évidence, les techniques de collecte de l'eau ont permis de réalimenter la nappe phréatique et d'augmenter le niveau des puits. Les villageois ont ainsi pu diversifier la production vivrière des ménages en cultivant des jardins maraîchers autour des puits et ils sont mieux à même d'affronter les années de sécheresse, en améliorant la nutrition de leurs familles. Et pourtant, le projet lui-même a pris fin en 1996.

La transformation des espaces ruraux et des conditions de vie en milieu rural fait appel à des projets, des technologies et des partenariats plus inventifs. Un bon exemple est le digesteur de biogaz, dont les avantages sont si nombreux qu'il modifie profondément la vie des familles et des communautés. Il y a plus de dix ans, le FIDA et le Gouvernement chinois ont œuvré ensemble pour instaurer l'utilisation du biogaz à base de méthane produit par les déchets d'origine

humaine et animale afin de produire de l'énergie. Dans les zones non desservies par le réseau électrique, la disponibilité de biogaz donne aux populations l'accès à l'énergie et leur ouvre de nombreuses possibilités – de l'électricité permettant aux enfants de faire leurs devoirs à la création de nouvelles activités économiques. Le recours à un combustible propre plutôt qu'au bois réduit les maladies que provoque l'inhalation de la fumée et diminue dans le même temps la pression exercée sur les ressources forestières. De plus, sachant que, d'ordinaire, les femmes des zones rurales consacrent de longues heures à la collecte du bois de feu, l'utilisation du biogaz offre en retour la ressource la plus précieuse de toutes: le temps, qui peut alors être investi pour étudier, accroître les revenus ou développer d'autres activités enrichissantes.

Nous savons que le fait de transformer la vie des femmes transformera également la vie de ceux qui les entourent. En effet, lorsque les femmes exercent un plus grand contrôle sur les ressources, elles en assurent la gestion de manière à améliorer la nutrition et l'éducation de leur famille. Même si les femmes sont toujours davantage les paysans du monde en développement et les piliers des communautés rurales, elles sont généralement les membres les plus défavorisés des sociétés rurales. On estime qu'en éliminant les disparités et en donnant aux femmes un accès équitable aux ressources, on pourrait réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. Il s'agit là d'un aspect qui doit faire partie intégrante de tout programme de transformation.

Préserver l'avenir

Le problème de la pauvreté ne concerne pas uniquement les individus mais également les sociétés. Étant donné qu'il s'agit d'un problème systémique, il exige des solutions systémiques. Il est important de rappeler que l'insécurité alimentaire est principalement due à un manque d'accès. La faim et la pauvreté ne sont pas le fruit du hasard mais sont provoquées par l'inégalité, le manque de possibilités, la négligence et la discrimination. C'est la raison pour laquelle le message essentiel qui émerge des multiples consultations et rapports sur le programme de l'après-2015 préconise l'adoption d'une approche intégrée à l'égard de la pauvreté, de la faim et de l'insécurité alimentaire, une approche affrontant, outre les aspects économiques et environnementaux, les questions relatives aux droits, à l'égalité, à l'intégration et à la bonne gouvernance.

Les inégalités sont insoutenables pour le genre humain; elles sont synonymes de faim, de pauvreté et de conflits. De plus, elles entravent le développement et, dans la mesure où elles favorisent la persistance de conditions de vie intolérables, conduisent en définitive à l'épuisement des ressources productives dont dépend la vie humaine. Pour l'avenir, nous ne voulons pas d'un monde de plus de 9 milliards de personnes dans lequel des modes de production et de consommation alimentaires non durables ont entraîné la sous-alimentation et la pauvreté de centaines de millions de personnes et n'ont rien fait pour atténuer les risques liés à un changement climatique non contrôlé.

Nous devons cependant être réalistes. Le futur que nous voulons ne se concrétisera pas sans frais, et se contenter d'exprimer ce que nous voulons ne suffit pas. Il faudra en payer le prix – pas seulement par le biais d'un accroissement des investissements dans l'agriculture et le développement rural durables afin d'assurer une alimentation adéquate, sûre et nutritive pour tous; et pas seulement en abattant les barrières d'accès à la nourriture, aux intrants, à la finance et une multitude d'autres obstacles. Cela se chiffrera en argent mais aussi en temps et en un regain de soin et d'attention. À quoi servent les directives non contraignantes si nous ne nous assurons pas de leur application et ne nous rassemblons pas pour lancer un appel à la responsabilisation? Comment parviendra-t-on à une consommation responsable si nous ne donnons pas l'exemple?

Paradoxalement, si nous parvenons à faire aboutir nos efforts, nous laisserons derrière nous une tâche inachevée – celle de préserver et de faire perdurer les systèmes alimentaires les plus équitables et viables pour l'environnement que nous nous efforçons de mettre en place.

par **Kanayo F. Nwanze**
Président du Fonds international de développement agricole



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 54591

Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

Contact

Sabel NDure-Barry

Assistante de direction du Président

Téléphone: +39 06 54592200

Courriel: s.ndure-barry@ifad.org



Août 2013